

## Interview de Louis Gautier du 14 avril 2006

### *Propos recueillis par Fanny Costes*

Le développement du nucléaire iranien pose de nombreux problèmes à la communauté internationale qui craint que ce pays ne développe un programme nucléaire militaire. Mais, devant les demandes de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) de suspendre ses enrichissements en uranium, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad reste inflexible. Louis Gautier délégué national du PS aux questions stratégiques, estime que l'Iran veut affirmer sa position sur la scène internationale et son indépendance. Toutefois, il pense que la solution avec l'Iran doit être trouvée sur un pied d'égalité, en abordant de nouveau la question internationale du désarmement. Le président iranien a déclaré, le 13 avril : « la situation a changé, nous parlons désormais aux autres pays à parti de la position d'une pays nucléaire ».

**Mahmoud Ahmadinejad a-t-il une stratégie en tête, ou est-ce un affront direct à la communauté internationale ?**

C'est une stratégie de tension face à l'intransigeance de la communauté internationale, qui est articulée sur la position américaine. L'objectif des Iraniens est de forcer tous les barrages pour imposer leur pays en tant que pays nucléaire. Toute la difficulté avec l'Iran, c'est que l'on a découvert qu'il développait un programme secret d'enrichissement en 2002. Les Iraniens sont toujours restés sur cette ligne, sauf qu'aujourd'hui, ils officialisent leurs demandes. Ils souhaitent que la Communauté internationale reconnaisse leurs droits à développer une filière nucléaire civile. On est aujourd'hui dans une position particulière, car on refuse à l'Iran ce que le TNP (Traité de non prolifération) n'interdit pas, c'est-à-dire l'accès au nucléaire civile. Le problème vient du fait que l'Iran s'est mis en infraction du point de vue de la transparence de ses programmes.

**Quelles hypothèses peut-on envisager pour les suites de la crise nucléaire iranienne ?**

Toutes les hypothèses ont été mises sur la table, des sanctions économiques jusqu'au risque de coercition militaire. Mais, aujourd'hui, on sait que l'ensemble de ses réponses sont inadéquates, même dangereuses. De plus, un certain nombre de pays ne sont pas d'accord pour des sanctions économiques, notamment la Russie et la Chine. D'ailleurs, l'efficacité de ces sanctions reste à prouver. L'Iran est dans une situation d'embargo américain depuis une dizaine d'années, et les résultats sont loin d'être probants. En ce qui concerne le volet militaire, on imagine mal qu'une intervention militaire serait justifiée pour une question de cette nature. On voit mal les Américains exécuter une opération d'envergure, qui serait extrêmement dangereuse. On pourrait aussi imaginer une logique de frappes isolées pour intimider l'Iran, sans que l'on connaisse l'efficacité sur un éventuel démantèlement de sites. En effet, ils sont extrêmement éparpillés, dissimulés.

**Pourtant, l'Iran n'est-il pas capable de mettre au point une filière nucléaire très rapidement ?**

Aujourd'hui même si l'Iran fait des déclarations sur ces capacités d'enrichissement, c'est dans de très infimes quantités et à un niveau très faible, de l'ordre de 3 à 3,5%. En réalité, ils essayent de maintenir les négociations le plus longtemps possible, par la provocation et la surenchère. Aujourd'hui, quand on regarde les choses très sereinement, les Iraniens sont des producteurs d'énergie, mais la construction de centrales nécessiterait au minimum une quinzaine d'années. Toutes ces discussions sont donc des discussions de positionnement de l'Iran sur la scène internationale, et

de confirmation à la fois de son indépendance et de ses possibilités à développer la filière de l'enrichissement. Mais, la crainte, c'est qu'au bout du compte, ils ne respectent pas le TNP, en développant une filière nucléaire militaire. Tous ceux qui ont signé le traité ont renoncé définitivement à l'arme atomique et à l'enrichissement militaire. Mais, ils ont obtenu en contrepartie que la communauté internationale coopère à des programmes dans le domaine civil. La communauté internationale n'est pas opposée au développement du nucléaire civil en Iran. Mais, elle souhaite revenir à une lecture légaliste et équilibrée du TNP. L'Iran devrait donc se soumettre à des procédures de contrôle, un moratoire d'enrichissement et à toute une série d'éléments permettant de rétablir la confiance.

**En tant que socialiste, quelle attitude doit adopter la communauté internationale selon vous ?**

Si on veut avoir à l'égard de l'Iran une attitude de fermeté et une attitude qui donne des chances à une décrispation des relations internationales, il faut obliger l'Iran à signer le protocole additionnel et à accepter un moratoire de ses activités. Nous devons également lui donner des perspectives, et l'assurance qu'elle pourra développer un programme civil. La solution russe, qui permettrait aux Iraniens d'accéder à un stock de matières pour leur centrale, est une bonne solution. Mais si l'on veut donner du crédit à tout cela, les grandes puissances doivent accepter une relance générale des discussions sur le désarmement. Tous les grands traités sur le désarmement sont en panne. La conférence du TNP, lancée en 2005 pour actualiser ce traité, n'a permis d'enregistrer aucun progrès, pas plus du côté de Paris que de Londres, Moscou, Washington ou Pékin. Isoler la problématique iranienne de ce contexte général ne fait qu'accroître le sentiment des Iraniens qu'il y a deux poids deux mesures. Sans ces ouvertures nécessaires, on s'engage dans une logique de bras de fer sur le long terme avec ce pays, sans aucune issue possible.